Détournement de procès ? L'affaire des « Quatre de Fleury-Merogis »

Hijacking a trial? The case of the Fleury—Merogis Four

Liora Israël

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2082>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.2082

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Liora Israël, « Détournement de procès ? L'affaire des « Quatre de Fleury-Merogis » », *Histoire Politique* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 15 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/2082> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2082>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2021.

Histoire Politique

Détournement de procès ? L'affaire des « Quatre de Fleury-Merogis »

Hijacking a trial? The case of the Fleury—Merogis Four

Liora Israël

- ¹ Alors que cet article était en préparation, l'hebdomadaire *M Le Mag* a consacré un long article à « l'exil paisible des Black Panthers de Normandie¹ ». Ce papier revenait en détails sur l'histoire des quatre militants afro-américains ayant détourné un avion en juillet 1972 aux États-Unis vers Alger, avant de se rendre en France où ils furent emprisonnés. Deux d'entre eux, le couple formé par Melvin et Jean Carroll McNair², refirent après leur libération leur vie à Caen en travaillant dans l'animation locale. Sans doute du fait de leur rapprochement - exagéré mais sulfureux - avec le Black Panthers Party, la trajectoire du couple a donné lieu à un essai³, à un documentaire⁴ et à quelques reportages télévisés, centrés sur leur destinée particulièrement frappante, mêlant grande et petite histoire, action aussi spectaculaire qu'un détournement d'avion et vie de famille, histoires américaine et française. En regard, l'analyse des archives de leur avocat français permet d'aller au-delà, et de suivre au plus près comment se sont combinées, autour d'une affaire, défense au sens judiciaire et défense politique ; comment le cas se vit associé à une cause, celle de la critique de la situation faite aux Noirs aux États-Unis, en particulier grâce à l'action, articulée à des collectifs, de leur avocat Jean-Jacques de Félice. Ce dernier, au cours de sa carrière, s'est toujours singularisé par la conciliation entre un idéal pacifiste constamment affirmé, et la défense de clientes et clients souvent associés à des formes d'action violente, voire de terrorisme, qu'il s'agisse des membres du Front de libération nationale (FLN) pendant la guerre d'Algérie⁵, ou plus tard de la défense de Klaus Croissant, avocat de membres de la Fraction Armée Rouge révolutionnaire accusé en République fédérale d'Allemagne de complicité avec ses clients⁶. Dans cette liste, le Black Panthers Party (BPP) ne détonne pas, même si son association avec le terrorisme mérite d'être discutée. La généralisation précoce du port d'arme au sein de l'organisation correspondait d'abord à la revendication de la possibilité de se défendre face à la violence raciste. Toutefois, comme le rappelle bien Caroline Rolland-Diamond⁷, certains membres de l'organisation

évoluèrent vers des formes d'action plus violentes, en particulier à l'égard de la police (embuscade d'Oakland le 6 avril 1968), et l'engagement d'un des leaders du groupe, le contesté Eldridge Cleaver, dans la défense de la lutte armée contribua aussi à identifier comme dangereuse une organisation par ailleurs ciblée par l'influent J. Edgar Hoover, directeur du FBI pendant quarante-huit ans, de 1924 à sa mort. Le récent film *The Trial of the Chicago Seven*⁸ rappelle comment le Black Panther Bobby Searle fut arrêté bien qu'il n'ait pu matériellement participer aux émeutes s'étant déroulées lors de la convention démocrate de Chicago, illustrant la manière dont la répression avait visé de façon brutale et plurielle les membres de l'organisation⁹. Cette dernière réorienta d'ailleurs ostensiblement son action vers des formes d'action nouvelles comme la distribution de repas aux enfants noirs défavorisés afin de se défaire de cette image, mais resta en butte à la répression et, en interne, aux désaccords sur la stratégie à poursuivre.

- 2 Le qualificatif de « terroriste » associé au nom de Black Panthers par les autorités états-uniennes doit donc immédiatement être contextualisé, tout comme l'acte qui fut reproché aux quatre accusés Américains du procès français dont il va être question. Le détournement d'avion était un mode d'action très caractéristique des mouvements associés à des luttes de libération nationale à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Aujourd'hui rendus quasi impossibles, notamment du fait des procédures de sécurité accrues liées notamment aux attaques du 11 septembre 2001¹⁰, ces détournements n'étaient pas, sauf exception tragique, associés à des formes d'exercice de la violence autres que la prise d'otages, ultérieurement relâchés contre des sommes d'argent et/ou un transport vers une destination choisie permettant d'échapper aux poursuites. Il est néanmoins certain que cette forme d'action spectaculaire était perçue comme dangereuse, notamment parce qu'elle supposait l'usage d'armes, au moins au titre de menace : ce mode opératoire était donc logiquement sévèrement réprimé et pouvait faire encourir entre vingt ans de prison et la peine capitale aux États-Unis. Au regard du contexte de l'époque, la qualification de terroriste accolée à l'organisation à laquelle ont été associées les personnes dont nous allons parler doit donc être contextualisée. Ce fut d'ailleurs l'un des enjeux majeurs des débats politiques et juridiques qui se nouèrent alors. Outre cette discussion, le cas étudié est peut-être d'autant plus intéressant que les accusés furent en mesure – après d'autres Afro-Américains installés en France, de Joséphine Baker à James Baldwin – de susciter la sympathie du côté français, transformant, avec l'aide de leurs alliés, la procédure qui les visait en l'occasion d'une critique de la discrimination raciale aux États-Unis. Le temps de leur emprisonnement puis du procès offrit ainsi l'opportunité de sensibiliser le public à la cause de la lutte contre le racisme structurel en vigueur aux États-Unis, et de contextualiser, si ce n'est d'excuser, les comportements visés par la justice française, au terme d'un processus complexe qui mérite d'être rappelé. Ce procès fut ainsi constitué en occasion d'un renversement de l'accusation, les accusés d'un crime sans réelle victime étant dépeints par ceux qui s'en firent les avocats, dans et hors des prétoires, comme les victimes d'un système d'oppression particulièrement injuste venues chercher asile loin de leur pays d'origine. Pour le montrer, l'accent sera porté sur ce qui s'est passé en France, proposant ainsi une contribution à l'analyse des mobilisations politiques du droit de la période¹¹, davantage qu'à l'historiographie déjà très riche du mouvement des Black Panthers¹² et plus généralement de l'histoire contemporaine des États-Unis.

Un très long vol... puis une vie clandestine

- 3 Les détournements d'avion étaient un mode d'action relativement courant à la fin des années 1960 et au début des années 1970¹³. Le 2 juin 1972, Roger Holder et Catherine Kerkow, un ancien militaire noir et sa compagne blanche, avaient ainsi usé de ce procédé pour fuir le pays et demander la libération de l'activiste Angela Davis – alors emprisonnée pour complicité de meurtre, accusée d'avoir acheté une arme utilisée contre un juge. Passés par Alger avant de se réfugier en France, Holder et Kerkow avaient été arrêtés à la sortie de leur domicile rue du Temple à Paris le 25 janvier 1975, en vertu d'un mandat d'arrêt émis par les tribunaux fédéraux des états de New York et de Californie. Toutefois, leur extradition avait été refusée le 7 avril 1975, grâce à l'action de leurs deux avocats Jean-Jacques de Félice et Hervé Dupont-Monod¹⁴, qui avaient invoqué dans le mémoire déposé devant la Cour le caractère politique de l'acte reproché, et la nécessité d'accueillir les deux « pirates ». Roger Holder était un vétéran du Vietnam visiblement atteint depuis de troubles psychiatriques lourds, et ses avocats avaient affirmé que « [l]a patrie des droits de l'homme ne saurait livrer ces deux jeunes militants venus chercher dans notre pays les soins médicaux nécessaires et l'oubli des horreurs d'une guerre atroce¹⁵ ». Leur argumentaire soulignait qu'il était possible de les poursuivre en France, en vertu notamment des conventions internationales relatives aux détournements d'avion, et il porta ses fruits. Les deux citoyens américains furent remis en liberté provisoire, et Roger Holder fut donc jugé en France aux assises le 13 juin 1980, condamné à cinq ans de prison avec mise à l'épreuve, dans un contexte particulier puisque « suivant l'avis des médecins, les jurés ont préféré le rendre au plus vite à l'hôpital psychiatrique¹⁶ ». Entre-temps, Catherine Kerkow avait disparu : considérée comme possiblement armée et dangereuse, elle reste recherchée jusqu'à aujourd'hui par le FBI¹⁷.

Tract en appui à la mobilisation contre l'extradition de Roger Holder et Catherine Kerkow, printemps 1975

Sources : La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch 0147/68.

© La contemporaine

- 4 Quelques semaines après Holder et Kerkow, cinq jeunes Noirs américains, Melvin McNair, Jean McNair, George Brown, Joyce Tillerson et George Wright décidèrent eux aussi de détourner un avion pour fuir les États-Unis. Montés à bord d'un vol parti de Detroit le 31 juillet 1972, ils exigèrent que celui-ci fasse escale à Miami, où ils firent débarquer les passagers en échange d'une rançon d'un million de dollars et d'un vol vers Alger, le tout sans violence bien que sous la menace d'une arme. Les cinq « pirates de l'air », accompagnés de trois de leurs enfants, quittaient un pays dans lequel les trois hommes parmi eux étaient poursuivis : Melvin McNair avait déserté les rangs de l'armée pour ne pas être mobilisé au Vietnam, George Brown et George Wright s'étaient tous deux évadés de prison et étaient recherchés. Se rendre en Algérie pouvait apparaître comme une idée surprenante : toutefois c'était là-bas qu'étaient réfugiés une partie des Black Panthers, réunis autour d'un de leurs dirigeants Eldridge Cleaver, qui y avait trouvé asile après un passage par Cuba¹⁸. Minés par les dissensions et la violence, visés par la répression de la CIA, un certain nombre des leaders du mouvement y trouvèrent temporairement un asile et le lieu possible, croyaient-ils, d'une régénération au contact d'autres mouvements révolutionnaires et/ou de libération nationale alors présents à Alger¹⁹. Toutefois, à la fin du mois de juillet 1972, la branche états-unienne conduite par Huey Newton avait déjà pris ses distances avec les « frères » présents à Alger : loin d'être eux-mêmes des activistes chevronnés, les cinq pirates de l'air rejoignaient un mouvement local affaibli et en partie décrédibilisé, y compris aux yeux du gouvernement local, mouvement qu'ils n'avaient finalement fréquenté que de loin aux États-Unis. Dans son témoignage, Melvin McNair précise qu'ils n'avaient pas eu avant de partir de contacts directs avec les Black Panthers, par peur, soit de les

compromettre, puisqu'il était déserteur, soit d'être dénoncés par des indicateurs. Les cinq s'étaient – comme cela apparaît dans leurs mémoires – construits de manière autodidacte une idéologie multiforme, imprégnée d'un mélange de réflexions venues des Black Panthers ou des Black Muslims²⁰, mais aussi du culte vaudou²¹. Arrivés en Algérie, un pays dont ils ne savaient rien, ils se trouvèrent rapidement confrontés à une situation inextricable, la section locale des Black Panthers n'ayant presque plus d'existence, et privés de l'argent de la rançon saisie par les autorités algériennes qui la restituèrent aux États-Unis dont elles cherchaient à se rapprocher. Craignant pour leur sécurité au point de renvoyer leurs jeunes enfants dans leur pays d'origine, c'est vers la France que se tournèrent les quatre Noirs américains – le cinquième, George Wright ayant pris la fuite de son côté – pour y vivre sous des identités clandestines jusqu'à leur arrestation par la police française le 26 mai 1976²².

- 5 Le choix opéré par les quatre Américains de demander à Jean-Jacques de Félice de les défendre s'imposa sans doute d'autant plus facilement que ce dernier avait déjà été impliqué dans la défense de Roger Holder et Catherine Kerkow, même si les courriers disponibles dans les archives semblent témoigner du fait qu'Hervé Dupont-Monod était celui des deux défenseurs qui avait alors assumé principalement les opérations pratiques de la défense et notamment les liens avec Holder²³. Les deux avocats avaient pu éviter l'extradition à Holder et Kerkow grâce à une décision faisant référence à la loi du 5 juillet 1972, selon laquelle « en cas de détournement d'un aéronef non immatriculé en France, les tribunaux français sont compétents [lorsque l'auteur du détournement] se trouve en France²⁴ ». Déjà bien connu pour son implication dans de multiples luttes, des indépendantistes algériens aux autonomistes bretons en passant par les insoumis, appelés ayant refusé de se présenter pour leur incorporation²⁵, Jean-Jacques de Félice s'était également investi dans la lutte contre les discriminations visant les personnes noires en se mobilisant fortement contre l'apartheid qui sévissait en Afrique du Sud. Comme Meredith Terreta l'a bien montré²⁶, il avait joué un rôle crucial en 1968 dans l'affaire de la « greffe du cœur », campagne de dénonciation de l'apartheid qui avait pris appui sur la médiatisation de la première greffe du cœur qui venait d'être réalisée en Afrique du Sud. Président du comité français contre l'Apartheid de 1963 à 1975, il était particulièrement sensible à cette autre forme de lutte pour l'émancipation des personnes discriminées en raison de leur couleur de peau.
- 6 L'arrestation en mai 1976 des quatre « pirates de l'air » interrompit le cours des vies des quatre Américains relativement bien installés en France malgré la clandestinité, vivant grâce à la solidarité de particuliers ou parfois de religieux. Ainsi les époux McNair avaient été hébergés en décembre 1974 - janvier 1975 par un pasteur de Palaiseau, sur la recommandation de la CIMADE²⁷, puis par un couple d'ingénieurs à Clamart, qui leur confia la garde de leurs enfants et des petits travaux de la maison²⁸. Les réseaux protestants apparaissent avoir été particulièrement présents dans leurs soutiens avant, pendant et après leur incarcération, que ce soit par l'intermédiaire de Jean-Jacques de Félice, dans leur comité de soutien ou via l'aumônerie protestante de Fleury-Merogis.

À l'épreuve de la prison : affaires et procédures

- 7 Arrêtés conformément au mandat d'arrêt émis par les États-Unis, qui allaient immédiatement demander leur extradition, les quatre citoyens américains se virent

confrontés à la justice sur différents fronts : outre la procédure d'extradition, le fait d'avoir vécu sous de fausses identités leur fut également reproché. Ainsi, le 17 septembre 1976, le tribunal de Nanterre fut amené à se prononcer sur l'usage par Melvin McNair d'un document administratif qu'il savait faux ou inexact (il utilisait un passeport américain portant sa photographie, mais établi au nom de John Mavin Paige), et le condamna à une peine de trois mois d'emprisonnement, considérant qu'« il existe en la cause des circonstances atténuantes qui permettent au Tribunal de faire application de l'article 463 du code pénal²⁹ ». Pour ces faits, les quatre semblent d'ailleurs avoir connu des peines très différentes, Brown étant condamné à un an, Joyce Tillerson à six mois, Jean McNair étant encore poursuivie à la mi-novembre³⁰. Si pour cette affaire Melvin McNair demanda pour la première fois à Jean-Jacques de Félice de le représenter, ils ne furent pas moins de sept avocats à défendre les quatre « pirates de l'air » dans les procédures relatives à la procédure d'extradition puis dans le procès d'assises qui s'est tenu sur le territoire français.

- 8 Les avocats impliqués dans la défense des couples McNair et George Brown – Joyce Tillerson étaient tous engagés à gauche, dans des mobilisations caractéristiques – dans leur diversité – de la période, comme le montre la rapide présentation de leurs trajectoires. Raymond Forni était un avocat qui, avant de pouvoir entamer des études de droit par correspondance, avait travaillé comme ouvrier spécialisé (OS) à la chaîne, et venait d'être élu en 1973 député socialiste du territoire de Belfort. Monique Antoine-Timsit, avocate qui avait été fortement impliquée dans les luttes pour l'indépendance algérienne, au point d'avoir été emprisonnée pendant un an à la Petite Roquette, avait participé à la création du Groupe d'information sur les prisons (GIP) en 1971 avec Michel Foucault, Pierre Vidal-Naquet et Jean-Marie Domenach, et était également connue pour son engagement féministe, membre du Mouvement pour la légalisation de l'avortement et de la contraception (MLAC) et du collectif de défense mené par Gisèle Halimi dans le fameux procès de Bobigny. George Pau-Langevin, avocate d'origine antillaise membre du Parti socialiste, représentait le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP, dont elle deviendra la présidente en 1984). Les autres avocats étaient Irène Terrel (associée et épouse de Jean-Jacques de Félice, participante de tous ses combats), Michèle Beauvillard (ancienne du collectif des avocats du FLN), Louis Labadie (ancien résistant, communiste, lui aussi avocat du FLN dans plusieurs procès). La dimension de l'engagement dans la lutte indépendantiste était ainsi dominante parmi les avocats : elle correspondait à une autre lutte de revendication d'un peuple, celle du peuple algérien, s'étant en l'occurrence appuyée sur la violence, et indirectement liée à la trajectoire des quatre Américains qui avaient un temps pensé trouver asile en Algérie. Il faut aussi noter le caractère plus que paritaire de l'équipe de défense, pour quatre accusés qui se divisaient à égalité entre hommes et femmes, et la présence d'une avocate noire, George Pau-Langevin, alors même que les intellectuels et militants antillais étaient également traversés à l'époque par des réflexions inspirées par les mouvements de libération noirs états-unis³¹.
- 9 Il ressort des archives que l'investissement de Jean-Jacques de Félice fut prépondérant dans la défense, y compris d'un point de vue personnel (les permis de visite, tamponnés à chaque fois, présents dans ses archives permettent d'établir qu'entre le 4 juin 1976 et le 15 juin 1979, il rendit visite à Melvin McNair soixante-trois fois, un peu plus que pour George Brown, les deux femmes Jean McNair et Joyce Tillerson ayant été vues à trente-huit reprises entre le 4 juin 1976 et le 7 décembre 1978 – elles furent libérées plus tôt

que leurs conjoints). Dans cette défense, deux dimensions – néanmoins largement imbriquées – peuvent être distinguées : d'un côté le versant proprement juridique, de l'autre la sensibilisation de l'opinion publique. Le versant proprement juridique de l'affaire connut deux étapes principales : d'une part la mobilisation contre l'extradition, d'autre part la préparation du procès. Ces deux moments étaient articulés, dans les documents juridiques mais plus encore dans les discours visant à convaincre l'opinion, avec une critique politique à l'encontre des États-Unis d'Amérique et en particulier de la condition qui était faite aux Noirs. Il s'agissait de contrer le discours faisant des Black Panthers en général et des quatre pirates de l'air en particulier, de dangereux criminels ou des terroristes, au profit d'une approche empathique de la situation dénonçant la situation faite aux Africains-Américains, telle qu'elle apparaissait notamment dans les biographies largement exploitées des quatre mis en cause.

Carte postale (recto en haut et verso en bas) demandant la remise en liberté de Melvin et Jean McNair, Joyce Tillerson et George Brown, 1977.

Sources : La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch 0147/68.

© La contemporaine

- 10 La mobilisation contre l'extradition reposa avant tout sur la critique des États-Unis et sur la référence au précédent obtenu peu de temps auparavant au profit de William Holder et de Catherine Kerkow. La cour d'appel avait écarté leur extradition, « par des attendus qui pourraient être repris pour l'essentiel dans l'affaire McNair et autres », écrivaient dans le mémoire déposé devant la chambre d'accusation les sept avocats, précisant que le refus d'extradition n'impliquait pas l'impunité. Par contraste, ils soulignaient combien « si les quatre ressortissants américains étaient renvoyés aux USA ils seraient détenus et jugés dans des conditions où la partialité et le racisme interdiraient toute équité » (dans la version présente dans les archives, le terme équité était barré et remplacé par « justice véritable »). Il fallait prouver que le mobile des

poursuites était avant tout politique, puisque la convention d'extradition de 1909 entre les deux pays, comme la loi de 1927³², indiquaient que l'extradition ne pouvait être accordée si le crime ou le délit avait un « caractère politique ». Or, selon leurs avocats, le détournement avait été commis dans un but exclusivement politique, alors que de leur côté les autorités américaines cherchaient à « gommer tout élément de caractère politique dans cette affaire », en insistant notamment sur le fait que George Brown et Melvin McNair étaient respectivement évadés de prison et déserteurs, bien davantage que militants d'un Black Panthers Party avec lequel ils n'avaient développés aucun lien direct sur le territoire des États-Unis. Donnant raison à leurs avocats, la cour d'appel de Paris présidée par Marcel Sacotte, un magistrat ancien résistant³³, refusa le 15 novembre 1976 d'accéder à la demande d'extradition déposée par les États-Unis, en reconnaissant le motif politique, avec une réserve relative à l'exécution du reliquat de peine qui resterait à exécuter pour George Brown dans le New Jersey.

- 11 Contrairement à ce qui s'était passé pour Holder et Kerkow, les accusés ne furent pas remis en liberté : parallèlement à l'instruction de leur affaire, sous la houlette du juge Chavanac, ils furent maintenus en détention à Fleury-Merogis, ce qui leur valut de passer à la postérité sous le nom des « quatre de Fleury ». Leur détention fut marquée par une activité intense, notamment de correspondance. Les archives contiennent nombre de courriers, adressés les uns aux autres (hommes et femmes étant bien sûr emprisonnés dans des secteurs différents) ou vers l'extérieur de la prison. Une partie de cette correspondance visait à sensibiliser des intellectuels et des personnalités à leur situation, et souvent à celle des Noirs américains sur un plan plus général. Ainsi, une lettre de l'éditeur Jérôme Lindon à Melvin McNair répondait indirectement au courrier que ce dernier avait adressé à Samuel Beckett. L'écrivain avait chargé son éditeur de répondre que « [n]e connaissant lui-même à peu près personne en France, et notamment pas au gouvernement, il [craignait] en effet de ne pas pouvoir [lui] être bien utile pour l'instant ». Lindon, directeur des Éditions de Minuit, n'en resta pas là, demandant à McNair qui était son avocat, et s'il pouvait « faire usage » de la lettre écrite à Beckett. Lui demandant aussi précisément de quoi il était inculpé, le responsable de la maison d'édition héritière de la Résistance et mobilisée pendant la guerre d'Algérie, notamment en publiant *La Gangrène*³⁴, finissait son courrier ainsi :

« Je suis heureux de l'occasion que vous me donnez de vous dire l'estime que je porte à votre combat et à votre courage. J'espère que je pourrai vous le prouver par mon aide³⁵. »

- 12 Lindon invitait McNair à écrire un livre dans la perspective du procès :
- « [...] Je vous conseille ceci. Écrivez le livre que vous avez envie d'écrire, et faites-le traduire le plus vite possible. Je vous promets de le lire en quelques jours. Puis je répondrai aux questions que vous posez dans votre lettre. Si j'estime qu'un autre éditeur conviendrait mieux que nous, je vous le dirai sans hésitation, et, si vous le désirez, j'interviendrai en votre faveur auprès de lui³⁶. »
- 13 Le livre fut finalement publié aux Éditions du Seuil – l'éditeur entre autres de Frantz Fanon et d'Édouard Glissant – en 1978.
- 14 Outre l'écriture de leurs témoignages biographiques qui allaient représenter l'essentiel du livre, introduit par Marie Cardinal³⁷ et leur Comité de soutien, outre les courriers avec d'éventuels alliés, entre eux, ou encore avec leur famille aux États-Unis, les quatre étaient aussi largement occupés par la préparation de leur procès. Bien que non francophones au départ (comme en témoignent les progrès dans la maîtrise de la langue repérable dans leurs écrits), dénués de toute formation juridique préalable, ils

s'impliquèrent dans la préparation de leur défense, y compris sur le plan juridique. Par exemple, Joyce Tillerson indiquait à Jean-Jacques de Félice, après avoir demandé des nouvelles de son épouse :

« Pouvez-vous venir ici à nous voir avant je passe avant le juge d'instruction. Il y a un point de confusion sur ce que Melvin a dit et la vérité. Aussi pouvez-vous venir ici avant vous voyez les hommes. Nous avons un message important de leur donner. Sincèrement, Joyce Tillerson³⁸. »

- 15 Soucieux de coordonner le mieux possible leur défense, malgré les obstacles à la communication entre hommes et femmes (redistribuant les « eux » et « nous » non en fonction des couples mais en fonction du sexe des accusés), ils faisaient jouer à leur avocat un rôle d'intermédiaire afin d'éviter les contradictions entre leurs témoignages. Cette implication pouvait parfois se révéler particulièrement active, ainsi lorsque les accusés décidaient d'étoffer leur défense. Jean McNair écrivait à Jean-Jacques de Félice le 27 septembre 1977 :

« Cette lettre est pour vous informer que nous avons demandé l'aide à Maître Josiane Moutet. Si elle est comme tout le monde dit, vous aurez quelqu'un pour vous aider maintenant. Et pour ça je suis contente. Je crois qu'elle vous contactera tôt. »

- 16 Alors que dans un autre courrier Jean McNair s'était opposée à l'intégration d'un autre avocat au collectif³⁹, en ce cas des démarches avaient été faites, semble-t-il suivant les conseils d'autres détenues⁴⁰, ce à quoi Jean-Jacques de Félice ne semble pas s'être opposé puisqu'une réunion de préparation avait bien été organisée⁴¹. Toutefois, Josiane Moutet n'apparaît pas dans le collectif de défense final.
- 17 Les accusés s'impliquèrent aussi dans la préparation du procès, et dans la caractérisation de leur situation juridique de manière plus générale. On trouve trace dans les archives d'échanges entre Jean McNair, le ministère de la Justice et le département d'État des États-Unis. Le 28 novembre 1977, elle écrivait à Cyrus Vance, le secrétaire d'État de Jimmy Carter⁴², pour connaître le sort susceptible de leur être réservé après leur condamnation en France dans leur pays d'origine – dans lequel se trouvaient leurs enfants. Le département d'État refusa de leur répondre de façon individuelle par un courrier du 8 décembre 1977. Des procédures furent également menées en parallèle pour tenter d'obtenir l'asile politique en France : ces demandes se révélèrent infructueuses, leur demande d'accès au statut de réfugié étant refusée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) le 9 août 1977 puis rejetée à nouveau en appel. Un long courrier dactylographié de Melvin McNair, daté du 26 avril 1978, se trouve dans les archives, il indique dans son « chapeau » que l'original est en anglais et qu'il a été envoyé au Comité de Défense des Quatre de Fleury-Mérogis aux fins de traduction et de diffusion. De facture très juridique, ce très long document est caractérisé par la mise en avant des caractéristiques de leur affaire, dont il est dit :
- « Nous pensons, en toute modestie, que notre affaire constitue un précédent important. »
- 18 Différents points y sont ensuite traités, tel le fait qu'il s'agit selon eux pour la première fois d'une infraction intéressant deux pays (États-Unis et Algérie) et jugé dans un troisième, que le jugement aurait lieu dans un pays ayant refusé d'extrader dans leur pays d'origine les accusés, ou encore en pointant que la cour d'assises se verrait soumettre une infraction de fait reconnue comme politique puisque l'extradition avait été refusée pour cette raison. Il est ensuite affirmé :

« Nous constatons qu'il existe une contradiction entre le refus de notre extradition fondé sur ces motifs et le fait de nous juger en France pour une infraction que l'on ne peut dissocier de ses motivations. Cela ne reviendrait-il pas à un accommodement avec le racisme américain ? Quoi qu'il en soit nous n'avons pas peur d'être jugés par un tribunal français parce que nous avons l'intention de faire le procès du racisme américain⁴³. »

Le procès du racisme américain

- 19 Tout au long des étapes menant au procès, le sort réservé à la population noire états-unienne fut dénoncé. L'affaire Holder-Kerkow s'était davantage articulée à une critique de la guerre du Vietnam – Holder souffrant de troubles post-traumatiques importants –, alors même que ce premier détournement d'avion avait été revendiqué pour obtenir la libération d'Angela Davis. Si le thème du Vietnam – bien que la guerre soit finie – était également présent pour les Quatre de Fleury, notamment à travers le parcours de McNair qui avait fui pour échapper à la mobilisation, ce fut avant tout la dénonciation du sort des Noirs aux États-Unis qui constitua à la fois la principale ressource justificative pour les accusés, et l'enjeu politique autour duquel fut organisé et publicisé le procès.
- 20 Le thème de la motivation politique, c'est-à-dire celui de l'engagement en faveur des mouvements de libération des Noirs états-uniens, du National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) au Black Panthers Party, était apparu dès avant le procès devant les assises, que ce soit pour refuser l'extradition, demander l'asile politique, ou encore médiatiser et publiciser le sort des accusés depuis leurs cellules, en lien privilégié avec le Comité de soutien des Quatre de Fleury. Ce dernier était accompagné d'un « Comité d'honneur » qui comptait des noms aussi prestigieux et divers que ceux des acteurs Guy Bedos et Judith Magre, du réalisateur Bertrand Tavernier, de l'écrivain et anthropologue Michel Leiris ou de l'auteur afro-américain James Baldwin... Ces soutiens répercutaient, amplifiaient et parfois orchestraient les prises de position des quatre, par exemple ce document de trois pages dactylographié adressé « à l'opinion publique française », intitulé « Déclaration de Jean et Melvin McNair, Joyce Tillerson et George Brown, Noirs américains détenus à la prison de Fleury-Merogis ». Ce texte constituait une tentative pour « expliquer ce que nous sommes », c'est-à-dire décrire la situation de Noirs considérée comme inimaginable en France : « discrimination raciale éhontée, relégation dans les fameux ghettos dont celui de Harlem n'est qu'un exemple ; conditions sociales révoltantes engendrant toutes les plaies sociales : criminalité, drogue, prostitution... provocations incessantes du FBI [...] ». Le réquisitoire se poursuivait pour présenter, de façon rétrospective, comme un aboutissement naturel, le fait que la seule solution qu'ils avaient pu imaginer dans un tel contexte pour quitter les États-Unis avait été de détourner un avion, soulignant « qu'à cette époque, les détournements d'avion étaient fréquents et ne faisaient jamais de victimes ». Indiquant regretter l'acte commis, ils soulignaient qu'ils s'étaient rendus en France du fait de sa réputation de terre d'asile⁴⁴, affirmant ne plus jamais mener aucune activité « qui se ramène de près ou de loin à la violence » et demandant simplement à ne pas être livrés aux autorités américaines⁴⁵.
- 21 La dénonciation de la situation faite aux Noirs aux États-Unis fut la ligne ensuite poursuivie de manière inlassable par les quatre détenus et leurs soutiens, dont l'acmé fut la publication de l'ouvrage *Nous, noirs américains évadés du ghetto* qui reposait

principalement sur quatre récits biographiques préparés en prison par les accusés dans l'attente de leur procès. Relatant leurs enfances respectives, décrivant la vie misérable de familles noires du Sud des États-Unis touchées par la pauvreté et le racisme, relatant les étapes de leur entrée dans la vie d'adulte sous le sceau de la dévalorisation de leurs compétences du fait de leur couleur de peau (au travail, à l'armée), et parfois de la confrontation avec les institutions répressives et leur violence, leurs trajectoires aboutissaient à la découverte de mouvements d'émancipation qui les avaient conduits à comprendre leur situation et à chercher à s'en extraire. La sensibilisation aux conditions de vie de jeunes noirs aux États-Unis au tout début des années 1970 était le socle à la fois de leur conviction et de leur défense. On le retrouvait par exemple également, de façon plus inattendue, dans les lettres adressées au juge d'instruction Chavanac par Jean McNair. Ainsi ce courrier du 13 novembre 1977, copié à ses avocats :

« Bonjour, J'étais assis sur ma chaise et j'ai pensé à vous, votre travail et notre cas. Et j'ai pensé, que ce n'est pas assez pour vous à collectionner quelques faits, un peu partout, les mettre ensemble et dit : "voilà les faits." "Ils sont ça, ça et ça et ils ont fait ça, ça et ça." Ces faits peuvent vous montrer un peu de nous, mais il en a tant de choses à savoir, pour comprendre ce qui nous a poussé à faire un acte comme ça. C'est évident que nous ne sommes pas des gens fous. Si nous ne sommes pas fou, la question qui doit avoir une réponse est : "qu'est-ce qui a poussé ces gens à faire quelque chose comme ça ?" Pour nous cette réponse est à trouver dans la vie qu'on a eu comme noire aux États-Unis⁴⁶. »

- 22 Cette lettre manuscrite comptait huit pages serrées, les trois dernières étant la copie d'un poème intitulé « La prière d'une mère noire », de Owen Dodson⁴⁷ au sujet duquel il était indiqué « Poète noir ».

- 23 Le récit de leurs trajectoires, déjà largement élaboré dans le livre, constitua le cœur de la mobilisation puis du procès d'assises qui se tint finalement à Paris du 20 au 24 novembre 1978, soit plus de six ans après le détournement d'avion. Le poids du biographique était omniprésent : dès le début des débats, le président Paul Gaillardot affirma selon le journal *L'Aurore* :

« Nous avons tous très bien compris quel était le sens de votre lutte, et les grandes idées qui vous motivaient : l'illégalité dans tous les domaines, que ce soit à l'école, dans les milieux professionnels ou dans la vie sociale. Nous sommes édifiés⁴⁸. »

- 24 Le magistrat avait sans doute parlé d'« inégalité » plutôt que d'« illégalité », toutefois cet extrait témoigne bien de la part prise dans les débats par le récit de leurs vies. Plus loin dans le procès, notamment après avoir écouté les témoins de moralité (qualifiés de « défilé de bonnes consciences ») qui se pressèrent à la barre, un journaliste du *Figaro* pouvait s'offusquer que « la tâche des défenseurs est d'autant plus aisée que les Français qui siègent sur les bancs du tribunal n'ont qu'une connaissance superficielle de l'univers américain. La description qu'on leur fait des États-Unis pourrait être celle de la Lune qu'ils n'en seraient pas plus étonnés⁴⁹ [...] ». Si la partie semblait ainsi presque gagnée d'avance, l'avocat général Langlois précisant même au début de son réquisitoire qu'il s'agissait bien « dans ce procès du racisme », celui-ci affirma ensuite que cela ne suffisait pas à justifier un tel crime, et que tous les Noirs ne devenaient pas délinquants. Reprenant l'acte d'accusation, qui reposait très largement sur les documents transmis par les autorités américaines, c'est la gravité de l'acte qui était réaffirmée en réclamant des peines de sept à neuf ans de prison. Le lendemain, Charles Blanchard dans *France-Soir* considéra qu'il s'agissait de « peines sévères si l'on considère le sens de leur combat, peines attendues si l'on s'en tient à la réprobation que suscitent dans l'opinion publique les actes comme les détournements d'avion », puisque ce furent

finalement à des peines de cinq ans de prison (dont deux ans avec sursis pour les femmes, sans doute considérées comme ayant suivi leurs conjoints) auxquelles furent condamnés Melvin McNair, 30 ans, George Brown, 34 ans, Jean Carroll McNair, 32 ans, et Joyce Tillerson, 27 ans⁵⁰.

- 25 Relativement absent des archives du fait de l'oralité des débats, le procès lui-même est surtout présent à travers les coupures de presse collectées par l'avocat. Son rôle ne s'arrêta pas à l'énoncé du verdict, qu'il s'agisse du suivi de la détention restant à accomplir, de la préparation de la libération, de l'accompagnement de leur vie une fois libérés, notamment pour demander peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir l'assouplissement du contrôle judiciaire mis en place à leur sortie. Le retour sur cette affaire, dans sa singularité, est en tout cas tout révélateur d'une époque et d'une cause, celle du racisme structurel en vigueur aux États-Unis, mais illustre aussi la manière dont un procès peut apparaître, lorsqu'il est investi politiquement, comme l'occasion d'un retournement. La mobilisation autour des quatre de Fleury permet une démonstration politique inédite de solidarité, et une compréhension des motifs de ceux qui ne furent jamais véritablement, en France, considérés comme des terroristes alors même que c'était bien le cas aux États-Unis. En 2006, ayant le projet de réaliser un documentaire sur l'affaire, une documentariste états-unienne écrivait ainsi à Jean-Jacques de Félice que son projet avait été motivé par le contraste entre « leur statut en France et aux États-Unis, où ils figurent sur une liste de terroristes recherchés, publiée par une branche de notre Department of Homeland Security⁵¹ ». Au-delà de ce contraste, le retour sur ce procès est aussi l'occasion de montrer l'agentivité dont purent, avec une réflexivité et une sensibilité hors du commun, faire preuve des personnes accusées d'un acte non seulement particulièrement spectaculaire, mais aussi associé à des engagements controversés et sources de tensions internationales. Leur parole fut entendue, non seulement grâce à l'action de leurs soutiens, du fait de leur personnalité, mais sans doute aussi parce qu'aucune victime ne fut à déplorer lors des faits reprochés. Les accusés réussirent ainsi, comme en témoignent les comptes rendus de leur procès et la suite de leur parcours, à se donner à voir comme les victimes de ceux qui les accusaient, les autorités des États-Unis. En cela, sans qu'il s'agisse d'une erreur judiciaire, ce fut bien une « affaire » au sens donné par Elisabeth Claverie⁵² – faisant du procès l'occasion d'un dévoilement et de la transformation d'émotions en vérité.

NOTES

1. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/10/02/l-exil-paisible-des-black-panthers-de-normandie_6054539_4500055.html [lien consulté le 25/10/2021].
2. Selon les cas et les documents, le nom de famille est orthographié McNair, Mac Nair ou MacNair, par souci d'homogénéité c'est la première forme – la plus courante – qui est utilisée de façon systématique dans l'article.
3. Sylvain Pattieu, *Nous avons arpenté à un chemin caillouteux*, Paris, Éditions Plein Jour, 2017.

4. http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/37488_1 [lien consulté le 25/10/2021].
5. Sylvie Thénault, « Une défense politique sans rupture ? Le collectif des avocats du FLN en pratique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2015, no 115-116, p. 17-25.
6. Liora Israël, « Défendre le défenseur de l'ennemi public. L'affaire Croissant », *Le Mouvement Social*, septembre 2012, n° 240, no 3, p. 67-84.
7. Caroline Rolland-Diamond, *Black America*, Paris, La Découverte, 2016, p. 352.
8. Film d'Aaron Sorkin diffusé par Netflix, 2020.
9. Voir Caroline Rolland-Diamond, *Chicago : le Moment 68. Territoire de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, coll. « Germe », 2011, voir le chapitre sur la convention et la répression.
10. Dominique Linhardt souligne toutefois, dans un article publié juste avant le 11 septembre 2001, comment la question de la sécurité aéroportuaire a pris en charge progressivement la menace terroriste, et en particulier le risque de détournement d'avion de ligne dans la seconde moitié des années 1960. Dominique Linhardt, « L'économie du soupçon. Une contribution pragmatique à la sociologie de la menace », *Genèses*, 2001/3, n° 44, p. 76-98.
11. Cet article s'inscrit ainsi dans la continuité des enquêtes présentées dans mon livre : Liora Israël, *À la gauche du droit. Mobilisations politiques du droit et de la justice*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2020.
12. Voir en particulier : Joshua Bloom et Waldo Martin, *Black Against Empire : The History and Politics of the Black Panther Party*, Berkeley, University of California Press, 2013.
13. Du 1^{er} janvier 1968 au 10 septembre 1969, 89 détournements d'avions avaient été recensés d'après *Le Monde* du 31 août 1969, p. 2.
14. Alors associé à Bertrand Domenach, Hélène Masse-Dessen et Marie-Claude Picard dans un cabinet collectif créé à la suite de celui d'Ornano dans le 13^e arrondissement. Voir Liora Israël, *À la gauche du droit*, op. cit.
15. Mémoire de J.-J. de Félice et H. Dupont-Monod pour les Président et membres composant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, 14 mars 1975. La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch 0147/68.
16. Article de presse, sans titre de journal, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch 0147/68.
17. <https://www.fbi.gov/wanted/dt/catherine-marie-kerkow> [lien consulté le 25/10/2021].
18. <https://www.franceculture.fr/emissions/une-histoire-particuliere-un-recit-documentaire-en-deux-parties/alger-rouge-pantheres-noires-22-eldridge-cleaver-grandeur-et-decadence-dun-black-panther-en-exil> [lien consulté le 25/10/2021].
19. Voir les mémoires d'Elaine Mokhtefi, *Alger, capitale de la Révolution. De Fanon aux Black Panthers*, Paris, La Fabrique, 2019.
20. Mouvement d'émancipation noir fondé par Elijah Mohammed dans les années 1930, dont faisait partie le leader Malcolm X, assassiné en 1965.
21. Melvin McNair et al., *Nous, Noirs américains évadés du ghetto*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, 316 p.
22. Faits relatés dans l'introduction rédigée par « Le comité » (leur comité de soutien) pour leur ouvrage : *ibid.* p. 87.
23. Voir par exemple le courrier confidentiel de Dupont-Monod à de Félice le 18 avril 1977 dans lequel il l'informe de la mauvaise condition psychologique d'Holder. La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch 0147/68.
24. Projet de mémoire d'appel contre la décision d'extradition visant Melvin McNair, Chemise « Affaire McNair. Documents relatifs au procès et à la détention » 1976-1981, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/61.
25. Bassirou Barry, Liora Israël et Sylvie Thénault (dir.), « Jean Jacques de Félice, avocat militant des droits de l'homme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2015/1, n° 115-116.

26. Meredith Terretta, « Une campagne d'opinion contre l'Apartheid : l'affaire de la greffe du cœur (1968) », Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2 septembre 2015, n° 115-116, no 1, p. 52-62.
27. Le Comité inter-mouvements auprès des évacués (CIMADE) a été créé le 18 octobre 1939. Cette association d'origine protestante se caractérise par ses activités de soutien et de solidarité avec les migrants.
28. Témoignages en faveur des accusés (1975-1980), La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/62.
29. Jugement du Tribunal de Nanterre, 17 novembre 1976, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/61.
30. Courrier de De Félice à Beauvillard, Antoine, Labadie, Pau-Langevin et Forni, 17 novembre 1976 : « Je vous préviens de l'instruction du 18 novembre à 17 h au cabinet du Juge Chavanac. On se présentera et on essaiera d'obtenir la liberté pour un ou deux. Je vous rappelle que Brown a été condamné à un an, Joyce Tilleron à six mois (termine le 26.11.76), Melvin McNair à trois mois, et Jean McNair reste sous poursuite (faux passeport). »
31. Johann Michel, *Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
32. Loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers, qui indique que l'extradition n'est pas accordée : « 2. Lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique. »
33. Voir Liora Israël, *Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2005, p. 229-230.
34. *La gangrène*, Paris, Éditions de Minuit, 1959 ; Anne Simonin, « Le droit au mensonge : comment dire le vrai pendant la guerre d'Algérie ? À propos de La gangrène », dans Nicolas Offenstadt et Stéphane Van Damme (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes, De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007, p. 249-276.
35. Lettre de Jérôme Lindon à Melvin McNair le 21 novembre 1977, La contemporaine, Fonds de Félice, Arch/0147/62.
36. Lettre de Jérôme Lindon à Melvin McNair, 21 février 1978, La contemporaine, Fonds de Félice, Arch/0147/62.
37. Romancière née à Alger en 1928, qui connaît un grand succès en 1975 avec son roman autobiographique *Les mots pour le dire*, Paris, Grasset, 1975.
38. Courrier manuscrit de Joyce Tillerson à J.-J. de Félice, probablement décembre 1976, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/64. L'orthographe originale a été respectée.
39. Note sur papier, 09/09/1976 : « Bonjour, Joyce et moi a parler hier au sujet des avocats et nous pensons à ce moment "non à l'autre avocat". C'est nécessaire d'avoir le plus unité que possible [...] Merci. Jean McNair. »
40. Josyane Moutet, née en 1934, était également une avocate militante proche de l'avocate Monique Antoine au sein notamment du MLF. On les retrouve avec une troisième avocate, Colette Auger, dans le film de Carole Roussopoulos, *Le viol : Anne, Corinne, Annie, Brigitte, Josyane et les autres...* (1978), dans lequel deux amies échangent avec ces avocates à propos des agressions, du viol et de l'aliénation des femmes.
41. Courrier relatif à la préparation d'une réunion signé Josyane Moutet, 18 novembre 1977. D'après ce courrier il est possible que Josyane Moutet se soit consacrée spécifiquement à la défense de George Brown. Comme l'indiquait Josyane Moutet, « il est à craindre en effet que cette affaire soit considérée comme non politique et susceptible de donner lieu à son extradition ».
42. Courrier (ou brouillon plus vraisemblablement, manuscrit) du 28/11/1977 adressé à Cyrus Vance, « Secretary of the Department of State », et qui commence par la phrase suivante : « Dear Sir, I am one of 3 black American militants imprisoned in France on the charge of hijacking an airplane from Miami via Boston to Algiers, Algeria in July 1972. » Il ne m'est pas possible de savoir pourquoi elle

ne mentionne que trois, et non quatre, prisonniers. La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/64. Membre du Parti démocrate, Cyrus Vance s'était finalement rallié à la fin des années 1960 à l'opposition à la guerre du Vietnam après l'avoir soutenue, et était connu pour son attachement public aux droits de l'homme.

43. Lettre dactylographiée de Melvin McNair, datée du 26 avril 1978 – Prison de Fleury Merogis, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/64.

44. Dans un mémoire appuyant une requête en annulation de la décision du 9 juillet 1977 de l'OFPPA rejetant l'admission au statut de réfugié des quatre américains, l'avocat aux Conseils Philippe Waquet souligne qu'ils « espéraient obtenir d'autant plus facilement le statut de réfugié qu'Elridge Cleaver, qui les soutenait dans leur lutte, avait alors obtenu du gouvernement français l'asile politique ». Chemise « Affaire McNair. Documents relatifs au procès et à la détention » 1976-1981, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/61.

45. La troisième page du document était un appel contre l'extradition des quatre, permettant de le dater du début de l'automne 1976.

46. Courrier manuscrit de Jean McNair, papier pelure rose, daté du 13 novembre 1977, La contemporaine, Arch/0147/64, Fonds J.-J. de Félice.

47. Poète, écrivain et dramaturge américain (1924-1983) représentatif du mouvement dit de la « Harlem Renaissance ».

48. « Assises : des Panthères noires très dignes », *L'Aurore*, 21 novembre 1978.

49. Compte rendu d'audience de Pierre Bois, « Après un réquisitoire modéré au procès des Black Panthers. Une habile défense : l'art des contre-feux », *Le Figaro*, 24 novembre 1978.

50. Charles Blanchard, « Cinq ans de prison pour les pirates de l'air », *France-Soir*, 25 novembre 1978.

51. Courrier de Maïa Wechsler à Jean-Jacques de Félice, 26 avril 2006, La contemporaine, Fonds J.-J. de Félice, Arch/0147/64. Le film réalisé par Maïa Wechsler s'intitule *Melvin et Jeane : la révolte de l'exil*, France, 2012, 52 mn.

52. Élisabeth Claverie, « Procès, affaire, cause. Voltaire et l'innovation critique », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1994, vol. 7, no 26, p. 76-85.

RÉSUMÉS

Cet article revient sur l'affaire des « Quatre de Fleury-Merogis », ces quatre Afro-Américains qui après avoir détourné un avion vers l'Algérie le 31 juillet 1972 s'exilèrent en France. Après avoir vécu dans la clandestinité, ils furent arrêtés en vertu d'un mandat d'arrêt émis par leur pays d'origine. L'article revient sur la mobilisation qui prit place pendant leur détention et en vue de leur procès en France. À travers les archives d'un de leurs avocats, Jean-Jacques de Félice, il est possible de mettre en évidence les opérations ayant permis de transformer le jugement d'actes considérés comme terroristes par les États-Unis en occasion de critiquer ce pays pour son traitement de sa minorité afro-américaine. En l'occurrence, le rôle des accusés - loin d'être passifs - fut considérable dans le processus de politisation de l'affaire.

This article revisits the case of the “Fleury-Merogis Four,” the four African-Americans who hijacked a plane to Algeria on July 31st, 1972, and then escaped to France. After living in hiding, they were arrested under a warrant issued by their country of origin. This article looks at the mobilization that took place once they were remanded into custody and preparations for their

trial began in France. Drawing on the records of one of their lawyers, Jean-Jacques de Félice, this article highlights the operations that helped to transform the trial of terrorist acts, such as defined by U.S. law, into an opportunity to indict the United States for its treatment of its African-American minority. In this case, the role of the defendants, far from being passive, was significant in politicizing the case.

INDEX

Mots-clés : procès politique, Afro-Américains, mobilisation, États-Unis, avocats engagés

Keywords : political trial, African-Americans, mobilization, United States, cause lawyers

AUTEUR

LIORA ISRAËL

Liora Israël est sociologue, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris), membre du Centre Maurice Halbwachs. Spécialiste de l'analyse des relations entre droit et politique, elle a notamment travaillé sur la résistance judiciaire pendant la Seconde Guerre mondiale, sur la formation au droit des élites ou encore sur le traitement judiciaire des discriminations. Elle a récemment publié : *À la gauche du droit. Mobilisations politiques du droit et de la justice en France (1968-1981)* (Paris, Éditions de l'EHESS, 2020).